

Propagande et effets de propagande

Le canton de Bourbon-l'Archambault dans l'entre-deux-guerres

Vincent Fabre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8096>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8096

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 125-133

Référence électronique

Vincent Fabre, « Propagande et effets de propagande », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8096> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8096

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0125

Propagande et effets de propagande. Le canton de Bourbon-l'Archambault dans l'entre-deux-guerres

par Vincent FABRE

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 125 à 133

Pour citer cet article :

—Fabre V., Propagande et effets de propagande. Le canton de Bourbon-l'Archambault dans l'entre-deux-guerres, *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 125-133.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PROPAGANDE ET EFFETS DE PROPAGANDE

LE CANTON DE BOURBON-
L'ARCHAMBAULT
DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'ÉCHELLE LOCALE, celle du canton¹, permet d'appréhender au plus près la manière dont les dirigeants communistes bourbonnais parviennent sur le terrain à gérer les contradictions inhérentes au communisme rural, à savoir l'opposition entre l'idéologie collectiviste communiste et l'aspiration à la propriété de la paysannerie, d'une part, l'opposition entre la volonté affichée du PCF d'une ouvriérisation et la nécessité de s'allier les classes paysannes, d'autre part. Comment les dirigeants réussissent-ils à conquérir jour après jour de nouveaux militants ou de simples électeurs ? Sur quels motifs fondent-ils leur action, quelles stratégies appliquent-ils pour éviter la tension des paradoxes et comment contournent-ils les obstacles ?

Les façons de faire bricolées au coup par coup font partie de la panoplie de la propagande. Par propagande nous entendons « la production et la diffusion de représentations [...] qui établissent l'identité du groupe ou les éléments de sa culture politique » [Lagrove 1985]. En effet, la propagande ne se limite pas à la diffusion de tracts et à l'organisation de meetings. Elle passe par toute une série d'actions moins visibles et plus quotidiennes qui vont de la participation à une fanfare

Vincent Fabre

locale au port d'une cocarde rouge. Aussi la propagande communiste traduit-elle surtout une volonté d'emprise sur la société locale grâce à l'invention d'une nouvelle sociabilité. Il s'agit donc d'analyser à la fois les techniques de domination utilisées par les dirigeants communistes locaux et les processus de légitimation qu'ils mettent en œuvre. Jouissant d'une grande liberté d'action, évitant le plus possible les questions économiques, et particulièrement la question de la propriété, les communistes ont recours au thème du pacifisme pour mobiliser autour de l'antimilitarisme d'abord, de l'anti-fascisme ensuite. En outre, au-delà des discours, de la presse et des brochures, ils ont été les seuls qui, par leur action organisée, ont proposé à cette terre du Centre une nouvelle sociabilité et une identité.

Au-dessus du parti

Le canton de Bourbon-l'Archambault étant éloigné des centres de direction du parti situés à Bourges et à Montluçon, les cellules locales se trouvent dans un relatif isolement. De ce fait *Le Travail*, journal du PCF de l'Allier, leur sert d'espace de communication. Alexis Gaume²,

1. Le canton de Bourbon-l'Archambault regroupe 8 communes : Saint-Plaisir, Franchesse, Bourbon-l'Archambault, Ygrande, Saint-Aubin-le-Monial, Saint-Hilaire, Buxières-les-Mines et Vieure. Avec quelque 3 000 habitants, Buxières et Bourbon sont les centres les plus importants. Le canton compte environ 10 000 habitants pendant l'entre-deux-guerres.

2. Né en 1883, il entre dès 1901 au parti socialiste révolutionnaire. En 1911, il est quincailleur à Bourbon-l'Archambault. Au retour de la guerre en 1919 il est, dès le premier tour, élu conseiller général du canton de Bourbon et le sera constamment jusqu'en 1939. Il y est le leader incontesté du PC. Son frère Joseph est conseiller général de Lurcy-Lévis, commune voisine de Bourbon.

conseiller général, est ainsi interpellé dans le numéro du 1^{er} octobre 1922 afin qu'il s'informe et qu'il informe sur le rapport à remettre au rayon de Buxières en vue du congrès régional. Si les militants s'adressent par voie de presse au conseiller général communiste, c'est tout simplement parce qu'« il n'est pas possible de joindre le secrétaire de la section ». Ces difficultés de communication sont d'autant plus grandes que, durant tout l'entre-deux-guerres, les cellules rurales n'ont cessé d'être ballottées entre différentes régions de propagande³.

Cette atomisation spatiale des cellules et le manque de liens entre elles accentuent la marginalisation des militants et des dirigeants du canton de Bourbon-l'Archambault, aucun d'eux n'ayant intégré les instances dirigeantes du parti. Si l'ouvriérisation décidée en 1924 fonctionne à l'échelon local, paradoxalement, la marginalisation des dirigeants locaux leur laisse une plus grande marge de manœuvre. Les communistes du canton de Bourbon-l'Archambault et du bocage bénéficient en effet d'une liberté quasi totale quant à leurs activités et à leurs discours. En 1930, pour répondre à la direction du parti qui critiquait son attitude pendant les sénatoriales de 1929, Gaume peut se permettre de lancer de façon lapidaire :

Je ne veux pas accepter aveuglément les ordres qu'on m'adresse.

Et son frère, conseiller général de Lurcy-Lévis, commune voisine de Bourbon, de renchérir en ces termes :

Je considère certaines directives données par le parti comme absolument illogiques

car elles n'ont pour résultat que de conduire des militants en prison sans aucun profit⁴.

Ni l'un ni l'autre ne souffrira de ces déclarations. La direction régionale est consciente de leur indépendance mais impuissante à peser sur eux tant elle sait combien sa structure et son influence reposent sur ce type de personnalités. En 1938, Louis Dumont⁵, figure locale du parti, est qualifié par la direction régionale de « personnage au-dessus du parti, ayant presque toujours raison tout seul »⁶.

Cette liberté des leaders locaux est d'autant plus forte que même à l'échelle du canton l'organisation du parti laisse à désirer. Les cellules sont en mauvais état de fonctionnement et

3. La fédération communiste de l'Allier est rattachée à la région communiste du Centre jusqu'en 1933, puis elle forme avec le Puy-de-Dôme la région communiste Allier-Puy-de-Dôme. Cela signifie autant de journaux communistes différents pour le canton : *Le Travail* (PCF de l'Allier), *L'Émancipateur* (région Centre), et *Alerte* rebaptisé *La Voix du peuple* (rayons de Vichy, Gannat et Riom).

4. Rapport du préfet de l'Allier sur l'action des cellules communistes dans le département, AN F713120, 25 mars 1930.

5. Louis Dumont est né à Buxières le 24 juillet 1894. Paysan à Vieure, il est élu maire en 1925. En 1930, il fonde l'union départementale de la CGPT (Confédération générale des paysans-travailleurs). Il est nommé à la commission nationale de cette organisation en 1937 après avoir conquis le siège de vice-président de la Chambre d'agriculture de l'Allier en 1936.

6. « Quelques remarques sur la situation du parti dans le département de l'Allier, 13 septembre 1938 ». Archives de l'Internationale communiste, bobine 840.

se réunissent peu. À Saint-Hilaire, mairie communiste dès 1925, la cellule disparaît de 1928 à 1932⁷. La propagande est alors l'œuvre de quelques-uns qui, par leur activité, ont la possibilité de rencontrer les paysans, d'où l'importance et l'impact des artisans et des commerçants dans la sociologie des dirigeants du parti à la campagne. Les cultivateurs, trop « sédentaires » pour être efficaces, ne prennent pas de responsabilités. En 1932, sur les douze dirigeants communistes du canton, sept sont des artisans ou des commerçants⁸. Les quelques cultivateurs, tels Pierre Laurent ou Louis Dumont, possèdent généralement une caractéristique particulière qui les incite à ne pas rester repliés sur leur terre. Laurent⁹, à Buxières, donne des cours de solfège et dirige la musique. Dans les campagnes une propagande communiste réussie procède avant tout de relations humaines patiemment tissées et généreusement entretenues. Toutefois, la liberté laissée aux communistes du canton de Bourbon est fondamentale pour comprendre la propagande car elle a permis d'adapter le message communiste aux spécificités locales.

L'épineuse question de la propriété

La doctrine communiste, dès lors qu'elle se confronte au niveau local, est prise en tenaille entre la collectivisation comme horizon idéologique et l'aspiration des paysans français à devenir propriétaires. Pour les leaders communistes locaux, il n'y a pas à choisir entre la défense de la petite propriété et la collectivisation : il vaut mieux proposer un programme à long terme comprenant des mesures transitoires. L'article intitulé « Les thèses du PCF sur la question agraire »¹⁰ entre dans cette logique

et, à l'échelon local, les communistes développent une triple stratégie pour parler aux paysans des questions économiques.

La première de ces stratégies consiste à éluder la question de la propriété. Il faut attendre 1923 pour voir dans *Le Travail* deux articles portant sur la question agricole, l'un sous la plume de Jean-Baptiste Gaby, ouvrier agricole de la région moulinoise, l'autre sous celle de Louis Dumont qui s'en prend aux « fermiers généraux »¹¹. Le thème disparaît ensuite de la presse communiste locale. Attaqué comme « partageux » par ses adversaires politiques, le parti contourne le problème soit en se posant en défenseur de la petite propriété¹² soit en lançant : « la terre à ceux qui la travaillent » ou « la terre aux paysans » [Montusès 1927], ce qui permet de multiples interprétations tout en mettant l'accent sur la saisie des biens des grands propriétaires terriens.

7. Rapport du préfet de l'Allier sur l'organisation du PCF dans le rayon de Buxières-les-Mines, 1932. AN F713098.

8. *Ibid.*

9. Cultivateur à Buxières, il est élu conseiller municipal en 1919 ; il rejoint la SFIC (Section française de l'Internationale communiste) un an plus tard. En tant que chef d'orchestre de la société musicale « L'Union ouvrière », il est l'un des éléments principaux de l'organisation communiste du canton.

10. *La Voix paysanne*, 19 novembre 1921.

11. *Le Travail*, 18 février 1923.

12. *Le Travail*, 25 mars 1923.

La deuxième stratégie est celle de l'alternative : pour éviter de parler de propriété ou de collectivisation on insiste sur l'amélioration des conditions de vie à la campagne (électrification, modernisation de l'habitat), en s'appuyant si possible sur le modèle de la révolution russe. À cet égard, les comptes rendus des voyages en URSS de Jean Creuzier et d'Andrée Roux sont significatifs. Creuzier est métayer dans le canton de Bourbon-l'Archambault, Andrée Roux, ouvrière à l'usine Saint-Jacques de Montluçon. Ils ont été choisis respectivement en 1933 et 1934 par les AUS (Amis de l'Union soviétique) de l'Allier pour visiter ce pays. En rentrant, ils font le tour du département pour vanter le système soviétique. Lorsque la question de la propriété et de la collectivisation des terres est débattue, tous deux répondent évasivement et reprennent leurs discours sur le bonheur et la facilité de vie des paysans soviétiques [Lee 2002].

Enfin, ne pouvant aborder de front les questions économiques, les communistes s'attaquent aux « ennemis du paysan ». C'est sous ce titre que la brochure d'Ernest Montusès publiée par le parti en 1927 décrit la misère du paysan français et en fustige les responsables, obligeant ces derniers à mobiliser à la fois la thématique des « petits contre les gros » et une phraséologie révolutionnaire inspirée du langage de 1789. Le canton de Bourbon se prête d'autant plus à ces antagonismes binaires qu'il comprend de grands domaines découpés en métairies remises entre les mains de « fermiers généraux ». L'usage de ce terme traduit la persistance du vocabulaire de l'Ancien Régime dans ce coin de bocage : en effet, le fermier général est un régisseur placé entre le propriétaire et le métayer. Intermédiaire, il vit sur la récolte, dont il prélève une partie,

et sur l'impôt colonique¹³. Par son comportement, il est la cible du ressentiment paysan dès 1900. Le parti communiste reprend cette revendication à son compte et inscrit dans ses programmes¹⁴ la suppression des fermiers généraux.

La mobilisation du vocabulaire propre à la Révolution française s'applique également aux grands propriétaires. Dans *Le Travail* du 4 août 1929, la dernière campagne électorale pour la mairie de Vieure fait l'objet d'un bien singulier compte rendu :

Notre châtelain chassé par la classe ouvrière en 1925 d'où il avait le pouvoir depuis plus d'un demi-siècle voulut une revanche à nos dernières élections [...] « J'ai les trois quarts de la commune, disait-il. Mes métayers voteront pour moi, sinon je ferai comme aux dernières élections : ce sera la porte. Je dois être le maître... ».

Si les responsables locaux essayent de ruser avec les questions épineuses, à partir des années trente, la CGPT (Confédération générale des paysans-travailleurs), syndicat agricole proche du PC, permet aux leaders locaux de mieux affronter les questions économiques. Dirigée par Laurent et Dumont et tirant profit de la crise agricole, elle remporte d'incontestables succès, notamment à la faveur des

13. Prélèvement en argent imposé aux métayers par les fermiers généraux et censé correspondre à la location des bâtiments de ferme. Il s'ajoute aux versements en nature dus par les métayers.

14. Exemple : 26 mars 1933, « Tract de la CGPT », Archives départementales de l'Allier 1M520.

ventes-saisies¹⁵. Ainsi, riches de leur liberté d'action, les leaders locaux sélectionnent les thèmes les plus mobilisateurs dans le bocage pour en faire leurs chevaux de bataille ; parmi eux, le pacifisme va se tailler une place de choix.

« **Maudite soit la guerre et ses auteurs** »¹⁶

Le canton de Bourbon-l'Archambault n'échappe pas au sentiment antimilitariste qui irrigue les terres du Centre. Ce n'est pas un hasard si Pierre Brizon¹⁷ est l'un des premiers socialistes français à rompre l'Union sacrée et à voter contre les crédits de guerre ; en 1916, de son banc à l'Assemblée nationale, il clame :

Vous les aurez, les un million cinq cent mille morts !

Les élus du parti du canton de Bourbon ont saisi tout ce que ce propos a d'important pour rassembler les énergies de la paysannerie : en effet, nombre de jeunes militants, tel Alexis Gaume, ont fait l'expérience du feu. Dès lors, sans faillir, les communistes se mobilisent autour du thème du pacifisme qu'ils transforment peu à peu en lutte antifasciste au cours des années trente. C'est le point de congruence idéologique entre eux et les populations rurales du canton. Pour que le parti puisse se revendiquer comme le parti du pacifisme, ses dirigeants privilégient, cette fois encore, trois voies.

La première s'inscrit dans un refus de commémoration et de glorification de la patrie, dont l'érection de monuments aux morts est un moment emblématique. À Bourbon-l'Archambault, seule mairie restée à droite, la municipalité fait ériger en 1922, sur la place de l'église, un monument aux morts portant l'inscription « Aux enfants morts pour la patrie ». La réaction com-

muniste ne se fait pas attendre. Gaume refuse d'assister à l'inauguration et rédige une lettre ouverte, placardée dans toutes les communes du canton :

Je vous remercie de votre invitation mais je ne pourrai assister à la cérémonie ni comme élu, ni comme ancien combattant. Comme élu parce que la volonté des électeurs qui m'accordèrent leurs votes en 1919 et 1922 m'interdit de prendre place dans une cérémonie semblable aux côtés des défenseurs ou partisans d'un gouvernement militaire ou clérical que j'ai le devoir de combattre. Comme ancien combattant, j'estime que la création et l'inauguration d'un monument dans les conditions de celui de Bourbon est un acte militaire mais aussi un acte religieux, le patriotisme étant à l'heure actuelle une véritable religion. Et la plus dangereuse de toutes car jamais aucune autre n'a creusé en cinq ans dix millions de tombes dans le monde sans parler des

15. La CGPT organise deux manifestations pour dénoncer les ventes-saisies touchant des cultivateurs de l'Allier : la première en octobre 1934 à Souvigny, la seconde au Theil en octobre 1935.

16. Inscription figurant sur le monument aux morts de Saint-Martin-d'Estreaux (Allier).

17. Pierre Brizon est né à Franchesse le 16 mai 1878. Instituteur, il adhère au POF (Parti ouvrier français) en 1902. Cinq ans plus tard, il est élu conseiller d'arrondissement de Moulins, puis maire de Franchesse en 1912. Entre-temps, en 1910, il a conquis le siège de député de Moulins-Ouest. Réélu en 1914, il est battu en 1919. Après la guerre il fonde à Paris le journal *La Vague* et adhère à la III^e Internationale. Il en sera exclu en 1922 sur ordre du Komintern. Vivant principalement dans la capitale, il ne se rend qu'exceptionnellement dans le canton. Il meurt à Paris le 1^{er} août 1923.

milliers de malades ou estropiés. Libre à certains d'oublier ces ravages ou de les glorifier, d'en préparer volontairement ou involontairement le retour en célébrant le culte de la patrie. Pour mon compte, m'inclinant bien bas devant les victimes, je me souviens¹⁸.

La deuxième voie du pacifisme communiste consiste à mobiliser, par cercles concentriques, les associations pacifistes d'anciens combattants. L'ARAC (Association républicaine des anciens combattants), fondée dès 1920 à Saint-Hilaire et à Vieure¹⁹, compte rapidement une section dans chaque commune du canton. Alors que le PC est essentiellement dirigé par des commerçants et des artisans, l'ARAC est, elle, le territoire des cultivateurs : Émile Debriette et Alexandre Dufloux, fondateurs de l'ARAC de Saint-Hilaire, ainsi que Louis Dumont, à l'origine de la section de Vieure, sont tous trois exploitants agricoles. Contrairement aux cellules du parti, les structures de l'ARAC sont particulièrement actives : les réunions de section sont nombreuses et régulièrement suivies, comme en témoigne la presse communiste locale. Ainsi, en 1923, la section de Bourbon compte 115 membres²⁰. À partir de 1926, l'ARAC sert de « tremplin de lutte » contre le fascisme et va finalement laisser la place aux comités Amsterdam-Pleyel regroupant souvent « la majorité de la population »²¹.

La troisième voie permettant de s'affirmer comme défenseur du pacifisme dans le canton passe par les manifestations publiques. Si les tournées de propagande du PC sont peu nombreuses et peu satisfaisantes, ce n'est pas le cas des tournées organisées par l'ARAC. En 1925, invité par l'association, Paul Vaillant-

Couturier, leader national, vient visiter le canton²². Mais c'est surtout autour des manifestations de rue que l'ARAC mobilise. Le 1^{er} novembre de chaque année, elle « invite tous les habitants de Buxières-les-Mines et des communes environnantes à venir manifester leur haine de la guerre »²³. Dès 1921, et pendant tout l'entre-deux-guerres, près de 200 personnes défilent dans les rues de la cité avant de déposer au cimetière une gerbe portant l'inscription « Aux victimes du militarisme ». Les rassemblements les plus importants se déroulent le 12 février 1934 et les manifestants viennent protester contre « la tentative de coup de force des ligues ». Parallèlement à la manifestation de Buxières, les rues d'Ygrande se voient envahies par plus de 600 personnes dans une commune qui en compte 1 300 [Halévy 1938 : 334-335]. L'ARAC utilise même le théâtre pour faire passer son message et s'adresser à des cercles encore plus larges que celui des sympathisants communistes. Elle organise des représentations théâtrales comiques qui tournent en ridicule l'armée française²⁴. À

18. « Lettre du commissaire spécial de Montluçon au préfet de l'Allier », 5 novembre 1922, Archives départementales de l'Allier 1M1019.

19. *Le Combat social*, 15 mars 1920 et 12 décembre 1920.

20. *Le Travail*, 1^{er} avril 1923.

21. *L'Émancipateur*, 18 janvier 1936.

22. *Le Travail*, 8 février 1925.

23. *L'Émancipateur*, 28 octobre 1928.

24. *Le Travail*, 16 mars 1924.

Ygrande, les militants communistes montent une troupe dont les représentations sont essentiellement antimilitaristes²⁵.

Pour une nouvelle sociabilité

Ce type d'événements révèle l'essentiel de la propagande communiste dans le canton, laquelle consiste à organiser une nouvelle sociabilité et proposer une matrice identitaire au communisme²⁶. La « der des der » a saigné à blanc la campagne bourbonnaise, la crise démographique commencée au début du siècle touche profondément ce bocage à l'habitat dispersé [Fabre 1997]. La sociabilité traditionnelle faite de veillées et de visites aux voisins a vécu, tout comme a vécu le travail de plusieurs familles sous le même toit²⁷. Le préfet de l'Allier ne s'y est pas trompé :

Les cadres traditionnels de l'électorat rural tels qu'ils étaient ont été détruits par la guerre. Tous ne sont pas reconstitués et les élus ont perdu leurs moyens habituels de contrôle sur l'opinion qui les mandate. C'est cette situation qui avait fait dans un premier temps la fortune de la propagande communiste²⁸.

C'est en effet dans cette déchirure des anciens cadres de la sociabilité que l'identité communiste locale se construit. Pour vivre ensemble, pour se sentir membre d'une même communauté, les habitants du canton doivent s'identifier à des symboles qui renvoient au même corps doctrinal. Les communistes utilisent notamment la couleur rouge comme signe de ralliement et d'appartenance à cette nouvelle sociabilité. À Ygrande, le nouveau maire qui succède à celui qui a « trahi le parti »²⁹ décide, dès sa prise de fonction, de faire peindre en rouge la Marianne qui trône dans la salle du

conseil [Gagnon 1970]. Le 14 juillet 1920, à Lurcy-Lévis, commune limitrophe de notre territoire d'étude, Joseph Gaume, frère d'Alexis, ôte le drapeau national de la façade de la mairie pour le remplacer par un drapeau rouge portant l'inscription « Comité révolutionnaire »³⁰. Par ce geste les communistes s'exposent, cherchent et réussissent à faire identifier ce coin de bocage aux territoires des « rouges »³¹.

Régularités, singularités

L'étude de cas qu'offre le canton de Bourbon-l'Archambault valide et précise les grandes lignes de la stratégie du parti dans les campagnes et, notamment, dans ses bastions. Il est manifeste que le parti s'appuie sur quelques

25. Entretien du 22 décembre 1996 avec Marc Saint-Denis, ouvrier charpentier, retraité à Ygrande, ancien militant communiste.

26. Ici nous nous contenterons de souligner l'importance de la sociabilité dans la construction de l'identité communiste. Voir, dans ce numéro, la contribution de Haksu Lee.

27. Pour ce thème de la vie paysanne dans le canton, voir É. Guillaumin [1904]. Il réside toute sa vie à Ygrande.

28. « Rapport mensuel du préfet de l'Allier », AN F¹C1125, novembre 1923.

29. Jean-Marcel Auboir, maire d'Ygrande, quitte le parti communiste en 1933. La pression des communistes locaux le contraint à démissionner et il est remplacé par Gustave Henry.

30. « Rapport du préfet de l'Allier sur l'esprit public, la situation économique et sociale dans le département », AN F⁷12970, 22 juillet 1920.

31. *Le Travail*, 4 mai 1924.

cadres locaux dynamiques et entrepreneurs auxquels il laisse une grande liberté, à l'inverse d'autres régions rurales où le « tour à la campagne » de leaders nationaux ou régionaux semble suffire.

Contourner la question de la propriété et instrumentaliser le pacifisme semble être une constante de la propagande communiste en milieu rural, quelle que soit la région. Dans la région Centre, par exemple, la direction du parti stipule clairement que « chez les paysans, dans les communes les plus hostiles à notre idée d'émancipation prolétarienne, nous avons créé des sections de l'ARAC »³². Créer une nouvelle sociabilité [Pudal 1989] et une nouvelle identité apparaît également comme un caractère propre aux bastions [Boswell 1988 ; Vallin 1985]. Enfin, l'écart des votes aux élections législatives (SFIO) et locales (PC) dans le canton de Bourbon-l'Archambault est un indice pertinent de ce qu'est le PCF pour les paysans du bocage : une

structure porteuse d'une nouvelle organisation sociale plus égalitaire avant d'être le parti de la révolution économique et de la lutte des classes.

Mais, comme l'écrit Jacques Lagrove [1985] à propos des processus de légitimation :

[...] il serait naïf de concevoir ces phénomènes comme procédant d'une stratégie systématique des dirigeants, ce qui viendrait à penser le pouvoir comme un en soi, comme un appareil extérieur à la société, autonome et conscient.

Là réside toute la complexité du phénomène. Au-delà de la question du « comment a agi le PC à la campagne », il est indispensable de chercher à comprendre, en suivant Georges Lavau [1981], à quoi il a servi et on ajoutera : à qui.

32. « Rapport de la région communiste du Centre présenté à la conférence nationale les 9 et 10 avril 1927 ». Archives de l'Internationale communiste, bobine 840.

Bibliographie

Boswell, L. — 1988, « Rural Communism in France, 1920-1939. The Example of the Limousin and the Dordogne ». Thèse. Berkeley, University of California. 2 vol.
Fabre, V. — 1997, « Le Rouge et le Vert. Un communisme identitaire en milieu rural ». Mémoire de maîtrise. Grenoble, Université Pierre Mendès-France.
Gagnon, C. — 1970, *Ygrande*. Moulins, Éditions des Cahiers bourbonnais. 3 vol.
Guillaumin, É. — 1904, *La vie d'un simple*. Paris, Stock.
Halévy, D. — 1938, *Visite aux paysans du Centre, 1907-1934*. Paris, Grasset.
Lagrove, J. — 1985, « La légitimation », in J. Leca ed.,

Traité de science politique. Paris, PUF : 366-467.

Lavau, G. — 1981, *À quoi sert le parti communiste français ?* Paris, Fayard.

Lee, H. — 2002, « Un exemple de militantisme en Allier. Les amis de l'Union soviétique (1930-1940) », *Études bourbonnaises* 292 : 325-336.

Montusès, E. — 1927, *Les ennemis du paysan*. Paris, Bureau d'éditions du parti communiste.

Pudal, B. — 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP.

Vallin, P. — 1985, *Paysans rouges du Limousin*. Paris, L'Harmattan.

Résumé

Vincent Fabre, *Propagande et effets de propagande. Le canton de Bourbon-l'Archambault dans l'entre-deux-guerres*

Au cœur du bocage bourbonnais, le PCF s'est constitué, dès l'entre-deux-guerres, un solide bastion rural. Le parti se confond ici avec l'action de quelques individualités qui, par leurs statuts professionnels, jouissent d'une relative liberté. Confrontés aux tensions entre objectifs idéologiques (collectivisation) et réalités de la paysannerie française (aspiration à la propriété), ces dirigeants mettent en œuvre une propagande originale, adaptée au contexte local, loin des axes téléologiques du comité central : ils évitent soigneusement l'épineuse question de la propriété ; ils se servent du pacifisme et de l'antimilitarisme pour mobiliser la paysannerie bourbonnaise ; ils organisent une nouvelle sociabilité, faite de rassemblements et de symboles partagés, permettant la constitution d'une identité « rouge ».

Abstract

Vincent Fabre, *Propaganda and its Effects: The Bourbon-l'Archambault Canton during the Interwar Period*

In the woodlands of the Bourbonnais area, the French Communist Party set up a rural stronghold between the two World wars. The Party's image mainly came out of the actions of a few individuals who, owing to their occupational status, enjoyed relative freedom. Faced with the tensions between ideological objectives (collectivization) and the reality of the French peasantry (its aspiration to own land), Party leaders resorted to an original propaganda that, adapted to the local context, was remote from the Central Committee's line. They carefully avoided the thorny question of property, and tapped pacifist and antimilitarist feelings in order to mobilize the peasantry. They organized a new sociability based on meetings and shared symbols in order to shape to a "Red" identity.